

# VOIX

## DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

### AFRICAINNE ET JAPONAISE VERS LA TICAD IV

Nous organisations de la Société Civile d'Afrique et d'Asie, réunies en atelier à Hiroo, Tokyo, au Japon du 24 au 26 octobre 2007,

Reconnaissant que l'Afrique connaît en moyenne un décollage de la croissance économique positive, mais qu'au-delà, ces développements positifs doivent se traduire en des avantages certains pour tous les peuples africains,

Considérant que les peuples et les sociétés d'Afrique continuent de supporter le fardeau de la pauvreté résultant des injustices commerciales, des inégalités sociales et de l'endettement,

Et conscient du fait que les peuples africains éprouvent toujours des défis politiques et des gouvernements, des conflits, des dégradations environnementales, du changement de climat ; aussi bien que la marginalisation des groupes tels que des femmes, les peuples autochtones, des différents handicaps des personnes et des personnes vivant avec le VIH et le SIDA;

Reconnaissant que la capacité institutionnelle d'organisations de la Société civile sur le continent doit être sensiblement augmentée ;

Nous rendant compte que, en dépit des mesures énormes prises, l'accomplissement des buts des Objectifs du Millénaire (OMD) relève des défis sérieux de financement,

Convaincu qu'en travaillant ensemble dans l'esprit de solidarité, d'égalité, de respect mutuel et de partenariats francs, nous sommes déterminés à contribuer à réparer cette situation,

Nous présentons donc nos suggestions concrètes et nos recommandations exécutables à la conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD) et à ses parties prenantes, avec l'appel de progresser rapidement des simples propositions de politiques et déclarations, aux actions basées sur des partenariats authentiques et égaux entre toutes les parties prenantes concernées.

Guidés par de sincères intérêts pour:

1. Les populations au centre du développement; engagement et les approches de bottom-up
2. La responsabilisation de la communauté pour un impact soutenable
3. Le renforcement de la capacité pour les gouvernements et les OSCs
4. L'implication des OSCs comme partenaires égaux pendant toute la TICAD

## **1. L'investissement et le développement économique**

### **Résumé :**

La croissance économique en évolution que l'Afrique connaît en ce moment fait que ce continent est devenu une destination viable d'investissements. Ceci indique aussi que les efforts du développement portent les fruits sur ce continent. Les points mentionnés ci-dessous sont des exemples de facteurs internes et externes contribuant au développement positif :

### **Facteurs internes :**

- La démocratie naissante
- Les améliorations en matière de paix et de sécurité
- La politique économique prudente

### **Facteurs externes :**

- Les supports de l'Aide publique au développement (APD)
- Les investissements privés
- Les intérêts portés sur de nouvelles matières premières déclenchent une augmentation de l'afflux de capitaux

Cependant, les obstacles ci-dessous doivent être résolus pour empêcher le ralentissement et l'arrêt complet des développements économiques positifs:

### **Les obstacles de l'avancement économique de l'Afrique:**

- Ni le peuple ni les pauvres ne bénéficient de cette croissance.
- Dans une certaine mesure, la croissance actuelle a promu les disparités sexuelles et salariales, par exemple entre les populations urbaines et rurales.
- La croissance économique ne coïncide pas avec le développement humain.
- La croissance est ralentie par les instruments commerciaux internationaux défavorables comme les subsides agricoles ou autres barrières tarifaires et non-tarifaires qui provoquent les anti-concurrentialités des produits africains.
- La corruption
- L'APD, bien qu'elle ait été anticipée à déclencher, protéger et accroître la performance économique de l'Afrique, n'a pas encore satisfait ces attentes:

L'APD est réduite progressivement. Par exemple, entre TICAD I et TICAD III, l'APD japonaise a été instable et est retirée constamment.

Par ailleurs, l'APD a tendance à être liée à des conditions restrictives et par conséquent à ne pas être assez flexible pour permettre les gouvernements d'être créatifs pour répondre aux défis spécifiques du développement.

Finalement, l'APD continue d'être conduite plus par les intérêts externes/ OCDE que par les soucis réels comme l'éradication de la pauvreté exprimée par les gouvernements et peuples africains.

Pendant que de nombreux pays en Afrique luttent pour se libérer de l'esclavage de la dette et alors que l'APD est censé jouer un rôle important dans cette lutte, la majorité des aides financières apportées sont plutôt sous forme de prêt. Paradoxalement, ce genre de l'aide contribue à diminuer les gains apportés par la réduction de la dette qui a suivi le sommet du G8 de Gleneagles. PPTTE s'endette lentement à nouveau.

TICAD, une des rares interventions proactives qui vise à garder le développement africain au centre du programme global du développement, avait eu des impacts très limités.

### **Récommandations:**

#### **(a) L'investissement et la croissance économique durable**

- Envisager les étapes précises pour augmenter l'APD à 0.7% du RNB (revenu national brut) avant 2015
- Augmenter la proportion de la subvention fournie par l'APD japonaise et réduire la part du prêt.

- S'assurer que l'APD reflète l'esprit et l'intention de la déclaration de Paris.
- Orchestrer les efforts pour combattre la corruption.

**(b) Le commerce équitable**

- Faciliter la croissance des coopérations économiques régionales et de l'Union africaine pour promouvoir et consolider le commerce intra-africains *et en particulier faciliter les mouvements frontaliers des personnes et des marchandises*
- Elargir la prime d'investissement à des investisseurs locaux et le Japon de faire autant par l'établissement des conditions commerciales préférentielles envers les commerçants africains.
- Répondre aux soucis des africains comme par exemple les subsides pour les ventes non-concurrenciables des produits moins chères abordés lors de négociations de Doha.
- Soutenir le développement de l'entrepreneuriat en Afrique et en particulier le développement des entreprises africaines et l'accumulation de leurs capitaux.

**(c) Promouvoir la participation de la population locale dans la croissance économique pour faire bénéficier la population elle-même**

- Plus de financement aux institutions qui soutiennent les micro entreprises et les épargnes des populations pauvres.
- Les investissements dans l'infrastructure rurale et en faveur des populations pauvres.
- Faciliter/rationaliser les migrations et les restrictions sur la taxation afin d'accroître la capacité de la diaspora africaine à remettre librement les fonds en Afrique.
- Augmenter le rôle des organisations de la société civile dans l'établissement d'un programme politique national et international.

**(d) Refléter la croissance économique au quotidien des personnes**

- La distribution de besoins basiques – les étapes de base pour la réduction du niveau de pauvreté.
- Le développement d'infrastructure doit répondre aux besoins sociaux quotidiens ainsi qu'aux vastes considérations économiques.
- Augmenter les capacités productives des personnes.
- Adresser/corriger les distorsions sociales.

## **2. La Sécurité Humaine**

### **Vue d'ensemble**

La Sécurité Humaine est profondément liée à l'Investissement à la Croissance Économique, à l'Environnement et au Développement Humain Durable. En plus la Sécurité Humaine est étroitement liée à la Sécurité Nationale de l'État, dépend des Droits et de la Dignité de l'Homme, et les droits de l'homme dans leur sens compréhensif global et indivisible sont basés sur les Droits de l'Homme Fondamentaux et leurs ramifications Sociales / Économiques / Culturelles / Politiques, civiques et numériques. La Dignité Humaine ne peut être atteinte que lorsque les droits de l'homme de base sont satisfaits.

### **Recommandations :**

- Des services de Santé Basique, pour la santé préventive et reproductive, la lutte contre le VIH / SIDA et la santé de la mère et de l'enfant.
- Logement convenable et travail convenable pour tous
- Lutter contre toutes formes de discrimination, de violation, de violence sexuelle et domestique
- Assurer des services équilibrés entre les sexes et la responsabilisation des femmes par le moyen du développement des capacités, principalement dans les régions pauvres et rurales.
- Protéger les groupes minoritaires et les catégories vulnérables comme les personnes handicapées, les personnes âgées, les enfants et les femmes à travers la discrimination positive et les *affirmative actions*.
- Les Donateurs Internationaux devraient impliquer la Société Civile pour le planning, l'implantation et l'évaluation des donations aux populations visées et aux gens de base.
- La Société Civile devrait travailler en partenariat avec les gouvernements et en représentant la voix des gens et de la base.
- Les Aides Internationales ne devraient pas causer plus de mal.
- Le rôle de la Société Civile dans la TICAD devrait être celui d'un partenaire égal.

### **3. Environnement**

#### **Résumé :**

L'Afrique actuellement envisage aux problèmes environnementales comme ci-dessous:

Epuisement des ressources agricoles, halieutiques, forestières et en eau

- Désertification
- Pollution atmosphérique et des eaux
- Dégradation des sols
- Perte de la diversité biologique
- Catastrophe naturelle, y compris l'inondation

Autres défis environnementaux sont à cause de

- Pressions démographiques
- Changements climatiques
- Conflits ou guerres
- Technologies mal choisies, y compris l'OGM
- Politique gouvernementale orientée vers la croissance économique seule
- Corruption
- Capacité insuffisante des gouvernements et des OSC
- Pression par des pays développés pour l'exploit de la ressource naturelle

Recommandations:

#### (a) Gouvernements en Afrique

- Renforcer la politique nationale en faveur de la réduction de la pauvreté et du planning familial efficace
- Intégrer les principes environnementaux dans les politiques nationales
- Renforcer la capacité du management environnemental des gouvernements et des OSC
- Redécouvrir et appliquer les connaissances locales-traditionnelles à la conservation de l'environnement
- Etablir et mettre en œuvre la politique concernant l'OGM; et
- Renforcer la politique anti-corruption et améliorer la transparence de gouvernements et sa redevabilité

#### (b) Communauté internationale

- Intégrer les principes environnementaux dans le système commercial et d'investissements et aussi dans l'application de la technologie de l'OGM
- Reorienter l'APD en faveur de réduction de la pauvreté et de développement durable de l'environnement
- Annuler la dette des pays pauvres et élargir l'élément de libéralité dans le cadre de l'APD

#### (c) TICAD

- Développer la capacité institutionnelle, financière et technique des gouvernements et des OSC en Afrique
- Multiplier le traitement des matières premières et la valeur ajoutée en Afrique
- Renforcer le soutien pour avoir accès à des technologies et à des mécanismes innovatifs et appropriés en vue de meilleure utilisation des ressources environnementales, même concernant l'OGM
- Atténuer la GES au travers de la restauration des écosystèmes (boisement, le MDP, etc) et multiplier leur adaptation en faveur des populations pauvres et défavorisés et,
- Mobiliser tous les pays pour soutenir TICAD

#### (d) G8

- Les membres du G8 et les autres pays développés doivent atteindre, pour la réduction de l'émission de la GES, les objectifs engagés dans le Protocole de Kyoto;
- Les Etats-Unis et l'Australie, qui n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto, sont fortement demandés à rejoindre aux pays membres pour exécuter les engagements de Kyoto; et
- Explorer le mécanisme global et faisable à tous les pays pour atténuer les changements climatiques et l'adapter au-delà du Protocole de Kyoto.